le PYD (branche syrienne du PKK) et se retire presque totalement des régions kurdes' du Nord, pour concentrer ses frappes sur le reste du pays et éviter tout front arabo-kurde. Le PYD en profite pour développer sa propre structure sociale et politique. La stratégie Assadiste peut se résumer au slogan de ses miliciens : « Assad ou on brûle le pays ». Le but du régime était de se présenter comme le rempart « antiterroriste » dans la région, et le seul capable de gouverner la Syrie.

Face à cela, la révolution syrienne s'est militarisée progressivement à partir de l'été 2011, d'abord pour défendre les manifestations, puis avec la création de l'Armée Syrienne Libre, pour libérer l'ensemble de la Syrie. L'opposition syrienne officielle, cooptée par les monarchies du Golfe, la Turquie et les USA, et déconnectée des structures d'autoorganisation populaire des zones libérées, et d'une majeure partie de l'insurrection, sera décrédibilisée. Les puissances occidentales, méprisant l'insurrection populaire et soucieuses de trouver un remplaçant à Assad, ne soutiendront qu'à dose homéopathique

quelques groupes rebelles, tout en les empêchant de recevoir les armes anti-aériennes, des armes défensives et décisives face à un régime exsangue, qui fera appel à des dizaines de milliers de combattants étrangers venus du Hezbollah, d'Irak et d'Iran, pour réussir à reconquérir des territoires. Les USA finiront par intervenir directement en Syrie, en coordination avec Assad, puis avec la Russie, pour soutenir les kurdes du PYD et bombarder les zones conquises par l'autre contre-révolution, celle de l'organisation Etat islamique (OEI), fruit du désastre irakien et de l'horreur syrienne. L'OEI collabore économiquement avec nombre d'acteurs, d'Assad à des businessmen turcs en passant par le groupe français Lafarge. Assad aura l'intelligence de bombarder quasi-exclusivement les rebelles non-jihadistes, bien moins armés, sur lesquels l'OEI se concentrera aussi pour étendre son territoire et son influence. Et ce au prix de l'emprisonnement et l'assassinat d'opposant.e.s à Assad, qui refusent une nouvelle dictature, même au nom (usurpé) de la religion dominante du pays, l'islam sunnite.

En novembre 2016, la Syrie brûle toujours. Les attentats de Paris et Bruxelles notamment, puis l'intervention russe en Syrie, dont le premier objectif est d'écraser l'insurrection une bonne fois pour toutes, ont favorisé la survie d'un régime qui ne contrôle plus qu'un quart du pays, porté à bout de bras par les interventions militaires étrangères. La récente montée du racisme et du discours« antiterroriste » a favorisé les courants d'extrême-droite, de la victoire du Brexit à celle de Donald Trump, partisan de l'alliance avec Poutine et Assad. C'est pourquoi l'on peut dire, avec l'opposant de gauche anti-Assad Yassin Al Haj Saleh², qui a passé 16 ans en prison et dont la femme a été kidnappée par des salafistes et le frère par l'OEI: en laissant la révolution orpheline, ce n'est pas la Syrie qui s'est démocratisée, mais c'est le monde qui s'est syrianisé. Il est toujours possible et nécessaire de soutenir les organisations civiles syriennes, faibles lueurs dans un tableau très sombre. La Syrie nous a rappelé que nos destins sont liés, de Bruxelles à Damas.

PORTRAIT D'UN JEUNE RÉVOLTÉ EN EXIL

Interview réalisée par Gilles Maufroy

Hazem a 30 ans. Il a été scolarisé dans le lycée laïque de Damas, une ancienne école française, reprise par l'Etat. C'est aussi une école de l'élite politique du pays, notamment des enfants de Hafez El-Assad, dont Bachar. Devant l'école, on voyait les Mercedes noires avec chauffeur qui déposaient les enfants des dignitaires du régime. « // y a un aspect de classe donc, je n' étais pas considéré comme provenant du même rang. » Son père travaille dans le transport. Malgré son salaire modeste (sa mère ne travaille pas), ses parents ont pu lui offrir des études universitaires. Hazem a étudié la littérature française à l'université de Damas, et les philosophes existentialistes, ou rationalistes comme Descartes. Sa famille est musulmane sunnite. Il est l'aîné d'une famille de trois frères qui ont fui le ser-



Hazem

vice militaire. L'un est à Istanbul, l'autre au Danemark. « C'est quand ils sont partis que j'ai pu me sentir plus libre de parler.» Ses parents ont connu le massacre de Hama. « Ils ont donc très peur et sont même un peu complices du gouvernement d'une certaine façon, en disant "c'est normal que le gouvernement réagisse violemment, il faut être plus sages"».

Avant les années 2000, dans le système arabe nationaliste syrien, aucun dirigeant ne parlait anglais. Sous Bachar, ça a changé. Idem pour les références« socialistes » qui ne correspondent à aucune réalité : déjà sous Hafez, les dignitaires du régime sont devenus très riches. « Pour Assad, la Syrie c'est sa« ferme », sa propriété, son patrimoine. » Dans les années 2000 le cousin de Bachar, Rami Makhlouf, a commencé à devenir très riche. « C'était un phénomène public. Mais on ne pouvait pas parler politique au-delà de cercles très confidentiels. » Il n'y avait pas de protestations. Par ailleurs,

² Pour en savoir plus sur la Syrie, lire les ouvrages de Ziad Majed, « Syrie, la révolution orpheline », Sindbad/Actes Sud, Robin Yassin-Kassab et Leila al-Shami : « Burning Country: Syrians in Revolution and War », Pluto Press, ainsi que Yassin Al Hai Saleh, « La Question syrienne », Broché



la défaite rapide de Saddam Hussein face aux USA a créé un sentiment d'humiliation dans les pays arabes. C'est aussi l'apparition d'Al Jazeera à l'époque, qui montrait en direct ce qui se passait, rompant avec les médias arabes traditionnels. En 2010-2011, très peu d'informations montraient ce qui se passait en Tunisie, à part France 24. Le discours complotiste commençait à se répandre. Et quand l'Egypte a bougé, les Syrien.ne.s ont osé mettre les chaînes de télévision internationales chez eux à haut volume.

Malgré les frontières nées des guerres mondiales, il y a un fil conducteur et culturel dans le monde arabe. « Chez nous quand on est dans un dortoir pendant le service militaire et qu'un jeune se réveille, il réveille tout le monde. Là c'était la même chose! ». Vu la corruption du régime, il y avait une grande frustration sociale, refoulée depuis le massacre de Hama en 1982. En mars 2011, la révolte commence, après les évènements de Deraa. « Peu avant, quand Moubarak était tombé, Assad a déclaré à un journal américain. « Ce qui se passe là-bas n'arrivera pas en Syrie. Le peuple syrien m'aime. ». Le renouvellement du mandat d'Assad en 2014 fut une farce électorale où le slogan principal c'était "nous t'aimons ". Ce côté émotionnel vit chez certains syrien.ne.s. Ce qu'on nous a fait croire c'est qu'Assad serait cool et moderne par rapport à son père et à la vieille garde. Tout ça s'est effondré lors de son discours: " vous êtes avec nous ou contre nous, sinon c'est la guerre ". » A ce moment-là il n'y avait encore que des manifestations...



Rassemblement pour Alep à Bruxelles en octobre 2016, Action Syrie

Au départ du mouvement, 70% des gens étaient contre Assad. Les villes ont bougé les unes après les autres. A Alep, ce sont les quartiers pauvres qui se sont révoltés. « La bourgeoisie de Damas, indépendamment de la religion, a toujours soutenu le régime. Encore début octobre elle a fait un festival au centre de Damas, à quelques kilomètres des quartiers périphériques, dont Jobar, sous les bombes. Mais il existe également une partie de la bourgeoisie qui soutient l'opposition, je pense à un patron d'une usine textile dans le Sud de Damas ». Dans les campagnes, la frustration par rapport à l'injustice sociale étaient élevée. La libéralisation commerciale menée par Assad avait mené à une invasion de marchandises venues de Chine et de Turquie. « Une partie de ma famille qui travaillait

dans la production de sacs s'est retrouvée en difficultés. Même les petits marchands essayent d'aller chercher leurs containers en Chine. Ça a créé du chômage et cassé l'industrie locale soutenue avant par le Baath. » La vie n'était pas chère avant.

La première manifestation d'Hazem, c'était des funérailles à Jobar, dans les faubourgs de Damas, le 11 avril 2011, qui se sont transformées en défilé protestataire. Jobar ce n'est pas encore la campagne, mais ses habitants avaient de moins bons services que dans le centre-ville. La logique ville-campagne traverse le conflit. Les frustrations sociales et économiques, mais aussi la natalité sont plus importantes dans les campagnes. Le régime y offre moins de services et d'éducation. La répression y a été violente plus vite et plus fort, poussant la campagne à prendre les armes. « Les agriculteurs en possédaient souvent, pour garder leur terre. On a été surpris que ça prenne quand même 6 mois avant que la population rurale ne prenne les armes. »

Puis fin 2011 il y a eu la militarisation de la révolution. En 2012, c'est la dégradation pour le régime. « On devait annuler souvent les manifestations par peur de l'infiltration policière. » Sa famille s'est inquiétée qu'il participe aux manifestations. « J'essayais de garder l'anonymat en arrivant quand tout le quartier était déjà dans la rue. C'était difficile parce que j'habitais à côté du commissariat, qui est devenu petit à petit une base pour les militaires aussi. Les petites ruelles nous protégeaient. Les services secrets étaient un peu partout. » Les gens comprenaient que les jeunes s'opposent au régime. A l'université, ils étaient catégorisés : des étudiants des régions dites« alaouites » les surveillaient. « Dans nos groupes d'amis c'était compliqué. Les non-musulmans avaient un peu peur de ce qui se passait. » Le régime avait réussi à les convaincre que c'était« Assad ou les islamistes ». « Mais nous on ne connaissait pas les islamistes à ce stade, on était nés après 1982, l'appartenance aux Frères Musulmans menait à la peine de mort. » Il y avait des manifestations tous les vendredis. « On était courageux d'oser en parler dans les cafés, à l'unif, etc. J'ai vu les stratégies du régime : d'abord les policiers en civil, pas discrets. Les policiers du Nord dans le Sud, et vice-versa, etc. pour que la répression soit plus facile. » Puis les policiers ont repris leurs uniformes pour visibiliser une répression« classique et civilisée ». Après, avec la militarisation et comme son quartier était proche de la campagne, il a vu les fusillades. C'était le Ramadan, la vie était devenue dure, il n'y avait quasiment pas de transport pour sortir du quartier. « J'ai dû apprendre à me comporter à un checkpoint. Je voyais les convois militaires partir réprimer et revenir en mettant à fond les chants loyalistes. »

Dans les zones rurales, les groupes salafistes sont apparus petit à petit, comme Ahrar Al Sham, ou le chef de Jaish Al Islam, libéré de prison par Assad (entretemps assassiné). Assad a donc favorisé cette tendance. « Les villes sont moins religieuses que les campagnes.

Le recours aux armes, le sentiment d'abandon et le danger de mort ont fortement encouragé la religiosité et les références religieuses en Syrie. » Dès le début, dans l'opposition, tout le monde était d'accord sur le fait qu'il fallait changer de régime. L'opposition syrienne officielle est principalement libérale bourgeoise et déconnectée de la population. La révolution a étonné celle-ci tout autant que le régime. Les divisions se jouent alors autour de la guestion stratégique. Il y a ceux qui croient toujours à la révolution, d'autres qui disent que le pays est fini et qu'il faut opter pour une solution de fait, ou des ex-communistes qui pensent que la Russie apportera la solution. Ceux-ci ne prônent pas le renversement du régime mais uniquement le changement économique. « Ils craignent surtout la montée d'un islam politique, mais elle est le produit de l'accumulation de longues années de frustration. » Les coups d'État militaires vécus dans les pays arabes après la décolonisation, étaient menés par des militaires étiquetés« de gauche » qui réprimaient tous les autres. Pour Hazem, « il faut pouvoir accepter l'idée d'avoir les Frères musulmans au pouvoir même s'ils n'amèneront pas la justice sociale et une bonne représentation politique. On n'aura jamais un régime avec le même niveau de violence et d'injustice que le régime Assad. Lorsque Morsi était au pouvoir en Egypte, les Frères musulmans étaient sujet de blagues mais quand Sisi, militaire de gauche soi-disant laïque, était au pouvoir, il a fermé toutes les chaînes de télévision ! »

Hazem a décidé de partir quand il a senti qu'en tant que révolutionnaire, il devenait inutile quand les armes prenaient le dessus mais aussi parce qu'il voulait commencer un master. « Je croyais alors qu'avec un doctorat, je pourrais retourner en Syrie libre pour participer à sa reconstruction. » Il est arrivé en Belgique par un concours de circonstances avec un visa étudiant et non comme

réfugié. « Je distribuais des flyers, collait des affiches pendant la nuit. Beaucoup de gens m'ont aidé. Quand je suis arrivé, tout le monde semblait savoir qu'il y avait une guerre en Syrie. Mais très vite j'ai remarqué que la plupart des gens commentaient le sujet en disant "c'est compliqué" ou "moi je me méfie des médias", ou pire encore, " moi je lis des médias alternatifs et on nous ment sur la Syrie " » A Louvain-la-Neuve, comme c'est un public jeune, il y avait la possibilité de faire des actions et de réagir librement. « Au début, j'étais fort étonné d'entendre des avis pro-Assad dans des organisations étudiantes de gauche comme le Comac. Ils savent qu'ils ont tort mais évitent ces discussions avec les Syriens. Ces étudiants s'organisent parfois pour défendre l'ouverture des frontières aux réfugiés, mais ceux-ci viennent majoritairement des régions bombardées par la Russie. Avec d'autres groupes, comme ActionSyrie, Amnesty ou des jeunes écolos, c'était plus facile. » Hazem organisera donc plusieurs activités publiques sur Louvain-la-Neuve.

Aujourd'hui, soutenu massivement par des puissances étrangères, le régime parvient à gagner du terrain en assiégeant les zones libérées, privées d'accès aux biens de première nécessité. Alors, dans certains quartiers défavorisés, les habitant.e.s crient parfois : « on ne veut plus la liberté, mais ouvrir le chemin (c'est-à-dire briser le siège) ». Quand on lui demande ce qu'il pense du futur de la Syrie, Hazem se dit de moins en moins optimiste. « Ce qui me semble possible c'est un partage de pouvoir entre le régime et l'opposition. Un peu comme au Liban, avec Bachar qui reste au pouvoir et une représentation minime de l'opposition même si la population locale restera contre le régime. » Mais pour Hazem, Assad ne pourra plus reprendre le contrôle de tout le pays, il est allé trop loin.



Les Casques blancs de la défense civile syrienne, Aleppo Media Center